

Jamais peut-être, jusqu'ici, depuis bien des années, aucun document officiel émanant du chef de la nation, n'avait été reçu avec plus d'enthousiasme et d'approbation que ce message ; c'est qu'aussi jamais il n'avait été fait un exposé plus franc, plus explicite de la volonté nationale sur tout ce qui touche aux grands intérêts du pays, à son honneur !

Dans cet état de choses, nous ne doutons pas que les chambres américaines n'appuient de leur sanction officielle l'adoption des mesures recommandées par le président pour faire reconnaître la suprématie du gouvernement de l'Union sur les rives de la Colombia.

Chaque jour, le retard apporté à l'adoption de ces mesures rendrait, du reste, leur exécution plus difficile quant aux rapports avec la Grande-Bretagne, qui a continué depuis 1813, et après 1818, de maintenir et d'étendre son autorité sur le territoire contesté. La rétrocession, par conséquent, aux agents du gouvernement de l'Union, des droits de propriété acquis à ses habitants, ne pourra plus se faire, du moins je le crains, sans une vive opposition des occupants actuels. Combien, alors, les Américains ne regretteront-ils pas la longanimité et l'impardonnable insouciance de leur gouvernement depuis 1818 !

Cependant nous devons faire observer aussi que le gouvernement américain n'a point prétendu, par son dernier message, entièrement rejeter tout moyen de négociation. Dans son louable esprit de conciliation, et pour éviter, autant qu'il peut être compatible, du moins avec sa dignité et ses droits,